

[Traduction]

LES DÉPENSES GOUVERNEMENTALES

LE FINANCEMENT DE MIRABEL ET DE L'USINE D'HÉLICOPTÈRES BELL

M. Scott Fennell (Ontario): Monsieur le Président, le ministre des Transports (M. Axworthy) a dit publiquement que le gouvernement avait érigé des Taj Mahal en série parce que personne ne s'est plaint de ces affreux monuments dressés à la gloire du parti libéral. Il y a toujours eu des protestations, seulement, le gouvernement n'y a pas prêté attention.

Je voudrais m'élever, pour ma part, contre les milliards de dollars que le gouvernement a gaspillés, comme il entend continuer de le faire, en parrainant des mégaprojets qui ne sont pas rentables. Il y a neuf ans, il a consacré 500 millions de dollars pour construire Mirabel, un aéroport dont il savait avant sa mise en chantier qu'il serait beaucoup trop grand. Il n'est exploité qu'à un dixième de sa capacité.

Ce matin, les journaux nous apprenaient que le projet des hélicoptères Bell Texron qui devait revenir à 514 millions au gouvernement fédéral va probablement lui coûter quelques millions de plus parce que la Commission de protection des terres agricoles a refusé de classer à des fins industrielles les terres choisies à l'origine. On aurait dû vérifier cette question dès le début. Qui sait combien ce projet va coûter aux contribuables à la longue?

Les dépenses gouvernementales échappent tout simplement à tout contrôle. Il est temps de mettre un terme à celles qui ne servent qu'à des fins politiques et de commencer à nous montrer plus logiques afin de remettre le Canada sur la voie de la reprise. Mon parti va s'y employer dès après les prochaines élections.

* * *

LA SANTÉ

L'AUTORISATION POUR LES MÉDECINS D'ORIGINE ÉTRANGÈRE D'EXERCER AU CANADA

M. Jesse P. Flis (Parkdale-High Park): Monsieur le Président, la semaine dernière, le député de Hamilton-Ouest (M. Hudecki), qui est médecin, a attiré notre attention sur le grave problème qui se pose depuis longtemps pour les médecins qui ont fait leurs études à l'étranger et qui ont du mal à obtenir l'autorisation d'exercer la médecine au Canada.

Depuis plus d'un an, je suis de près la situation des médecins d'origine étrangère qui ont obtenu le statut d'immigrant reçu après avoir fui des régimes totalitaires. La plupart d'entre eux ont reçu une solide formation médicale, se sont spécialisés et ont exercé la médecine avant d'arriver au Canada.

J'ai pris l'initiative de présenter des instances, au nom de ces médecins réfugiés, aux autorités fédérales et provinciales pour qu'ils puissent faire leur internat suivant des dispositions spéciales. Jusqu'ici, les gouvernements des deux paliers se sont contentés de se relancer la balle. On me dit qu'en raison du manque d'installations, ces médecins ne peuvent pas faire leur

Article 21 du Règlement

internat ni se présenter aux examens pour pouvoir exercer la médecine.

Il est indispensable que toutes les provinces rémédient à la situation en offrant chaque année des postes supplémentaires aux médecins réfugiés. On a déjà fait des exceptions pour les médecins et dentistes réfugiés de Hongrie et de Tchécoslovaquie.

Je demande au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M^{me} Bégin) de réunir les représentants des ministères fédéral et provinciaux de la Santé pour étudier diverses solutions permettant à ces médecins d'exercer au Canada. Nous ne pouvons plus prétendre qu'il y a trop de médecins au Canada, étant donné qu'il y a une grave pénurie de personnel médical dans les régions isolées. J'exhorte le gouvernement . . .

M. le Président: Le temps de parole du député est écoulé.

* * *

LES PARTIS POLITIQUES

LA POSITION DU PARTI PROGRESSISTE CONSERVATEUR À PROPOS DES TAUX D'INTÉRÊT

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap): Monsieur le Président, les conservateurs nous ont donné tout un spectacle ces derniers jours alors qu'ils essayaient de déterminer leur politique sur les taux d'intérêt à la hausse. Un jour, ils se préoccupent des taux d'intérêt et le lendemain, c'est le fléchissement du dollar qui les inquiète. Cette confusion qui règne chez les conservateurs est sans doute imputable à l'effervescence qui précède les prochaines élections et je puis peut-être leur rendre service en leur rappelant les positions qu'ils ont affichées au cours des dernières années.

A l'époque où il était ministre des Finances, le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie) a soutenu à la Chambre des communes qu'il n'existait pas de solution raisonnable à la cherté du loyer de l'argent. De retour dans les rangs de l'opposition en 1981, il a déclaré à un interviewer de CTV:

Effectivement, je continuerais d'appuyer M. Bouey. Je reconnais que nos taux d'intérêt doivent suivre ceux pratiqués aux États-Unis.

Le député d'Etobicoke-Centre (M. Wilson) a été encore plus direct en 1982. Il a en effet déclaré, au moment même où les taux d'intérêt étaient à leur plus fort, que leur réduction n'était qu'un palliatif et qu'il était d'accord avec la voie adoptée par le ministre des Finances de l'époque, soit l'actuel vice-premier ministre (M. MacEachen).

Il ne faudrait peut-être pas se fier à ce que nous disent les conservateurs, et se contenter plutôt de les observer. Quand on leur a confié les rênes du pouvoir, les taux d'intérêt ont commencé leur ascension et ils avaient atteint les 14 p. 100 lorsque les conservateurs ont été défaits aux élections. Ces faits aideront peut-être nos collègues conservateurs à sortir de leur état de confusion et leur rappelleront ainsi qu'aux citoyens ce qui risque de nous attendre si nous nous dotons d'un gouvernement conservateur.